

Y a-t-il un seuil officiel pour les subventions CNDS ?

OM Dans une réponse à une question parlementaire, la ministre de la Santé et des Sports a rappelé que, depuis 2008, il a été décidé de rationaliser l'attribution des subventions du Centre national pour le développement du sport (CNDS), en évitant l'émiettement des moyens, l'objectif étant de s'assurer de leur réel impact sur le développement de la pratique sportive et de réduire les coûts de gestion. Selon la ministre, il paraît déraisonnable qu'un établissement public national soit conduit à gérer de l'ordre de 49 000 subventions chaque année et à s'assurer de leur effet sur le développement de la pratique sportive. En conséquence, il a été décidé de relever progressivement le montant minimal des subventions accordées sur la part territoriale en finançant de manière prioritaire les associations présentant un projet structurant pour la discipline et/ou le territoire (ligues, comités, groupements d'employeurs, clubs au titre d'actions coordonnées, etc.). À ce jour, le montant minimum s'élève à 600 euros pour la part territoriale du CNDS et devrait être porté, en 2011, à 750 euros. Cette mesure ne vise pas à exclure les petites associations dont l'action au quotidien est essentielle au maillage territorial, mais elle doit s'accompagner d'une réflexion relative à l'organisation du mouvement sportif qui doit pouvoir s'appuyer sur des associations dites « têtes de réseau ».

■ JOAN du 14 juillet 2007, question 46822, p. 3465.